

Parce qu'on lutte, ils répriment : alors faisons bloc !

Entreprise française présente dans 60 pays et employant 284 000 salariés, j'ai réalisé 1,8 milliard d'euros de profits en 2025. En dépit de mes bons résultats et de la reprise de l'inflation, mes salariés ne seront augmentés cette année que de 0,5 %, tandis que 27 000 d'entre eux sont en cours de transfert à des filiales pour mieux dégrader leurs conditions de travail. Je suis... ?

... la SNCF. À ce tableau s'ajoutent 13 suicides depuis le début de l'année. Nombreux sont les cheminots à faire le parallèle avec l'hécatombe qu'a connue France Télécom. De l'aveu même de son patron, la SNCF passe en ce moment une étape critique de sa privatisation. Elle crée elle-même des filiales qui demain se feront concurrence pour faire un maximum d'argent en exploitant celles et ceux qui nous transportent.

Vive la grève !

En faisant grève en masse et tous services confondus mercredi 10 juin, les cheminotes et les cheminots ont montré qu'ils ne se laissent pas désorienter. L'union dans la grève fait la force du monde du travail.

Du reste, les travailleurs du rail ne sont pas les seuls en lutte en ce moment. Le même jour, les postières et postiers du 92 et du 78 étaient en grève contre les suppressions de tournées et donc de postes à tour de bras. À Airbus, la prime de participation divisée par deux (2 000 euros au lieu de 4 400 euros en 2025) a provoqué un mouvement de grève sur plusieurs sites. À Decathlon, c'est le refus du patron de répercuter la hausse du Smic sur les salaires à peine plus élevés qui a poussé plusieurs milliers de vendeurs et vendeuses à débrayer samedi 6 juin, provoquant ici et là des fermetures de magasin.

Chez Renault, le coup de colère est venu de ceux dont la direction ne se méfiait pas : les 750 ingénieurs du centre de recherche de Villiers-Saint-Frédéric. Elle pensait que la fermeture du site, annoncée fin mai, passerait sans problème. Mais la colère a explosé. Plusieurs dizaines de salariés ont débrayé, commençant à s'organiser par eux-mêmes, puisque les syndicats locaux collaborent avec le patron sous prétexte de recherche du moindre mal.

Contre la menace croissante de la répression...

L'État et le patronat sont de plus en plus agressifs. La récente mise en examen de la dirigeante de la CGT, Sophie Binet, pour diffamation parce qu'elle a parlé de « répression brutale » à Tefal prouve que personne n'est à l'abri.

Pourtant, les directions syndicales font le dos rond au lieu d'encourager et regrouper ceux qui relèvent la tête. Elles alertent sur la progression de l'extrême droite, qui ne cache pas sa haine des militantes et militants ouvriers. Mais elles ne donnent pas les perspectives d'ensemble à même de la faire reculer : unir le monde du travail contre les patrons et le gouvernement à leur service.

...tous et toutes en manifestation !

Samedi 20 juin, à l'initiative des postiers du 92, de la fédération SUD-PTT et de Solidaires, une manifestation se tiendra à Paris pour dénoncer et combattre la répression patronale mais aussi la répression politique contre les soutiens au peuple palestinien, dont Anasse Kazib, convoqué au tribunal de Paris jeudi 25 juin.

Le 20 juin, sera une première occasion de mettre en lumière celles et ceux qui sont réprimés, et plus encore, les combats qu'ils mènent et les ont amenés à être dans le viseur de la police et de la justice.

En regroupant ces équipes militantes, ces salariés ou étudiants en lutte, ces initiatives n'ont pas pour seul objet de montrer le nombre que représentent celles et ceux qui empêchent d'exploiter en rond. Il s'agit aussi de donner confiance, de nouer ou raffermir des liens, afin de construire un front commun, au-delà de la lutte contre la répression, pour imposer nos revendications.

Manifestation à Paris le 20 juin à 15 heures, au siège de la Banque postale, métro Duroc.

Une société barbare, impitoyable avec les faibles

Le meurtre horrible de Lyhanna jeté une lumière crue sur les failles de la protection de l'enfance dans ce pays. Aujourd'hui, Darmanin, ministre de la Justice et ancien ministre de l'Intérieur, fait mine de « sonner la mobilisation générale » et tente de se défaire de ses responsabilités.

Mais les écoles et établissements scolaires sont en pénurie de psychologues et d'infirmières, qui pourraient recueillir la parole des enfants et donner l'alerte ; les services sociaux et les centres d'hébergement sont noyés sous les demandes et ne peuvent accueillir des victimes qu'il faudrait éloigner d'urgence de leur agresseur ; la psychiatrie est trop exsangue pour accompagner les victimes.

Politiciens et médias réclament le renforcement de l'appareil de répression. Pourtant il ne manque pas de juges pour condamner des jeunes à la prison ferme en comparution immédiate, il n'en manque pas non plus pour poursuivre des militants qui défendent les conditions de travail ou réprimer les soutiens du peuple palestinien. La police n'a jamais fait défaut pour matraquer et gazer les manifestants, ni pour tenter de faire régner la peur dans les quartiers populaires à coup d'insultes et de contrôles vexatoires au faciès.

Car la raison d'être de l'État, des gouvernements capitalistes, de la police et de la justice, c'est la défense de l'ordre social et de la propriété des plus riches. Malgré les coups de menton démagogiques à l'occasion de chaque crime atroce, jamais la protection des plus vulnérables ne sera leur priorité.

Carton rouge pour les flics de Trump

Omar Artan est un arbitre de classe internationale. Il a officié en Ligue des champions et à la CAN. Nommé meilleur arbitre d'Afrique en 2025, il devait participer à la Coupe du monde. La police américaine en a décidé autrement : elle l'a refoulé à la frontière, pour la seule raison qu'il est somalien. L'administration Trump mène une guerre sans merci contre les migrants somaliens et menace de les renvoyer au pays en dépit des risques qu'ils y courent. La Fifa s'aplatit comme d'habitude et le monde du foot ne proteste que très timidement. Certains lisent moins bien le jeu dès qu'ils ont quitté le terrain.

La capture de CO2 fait long feu ?

Un article de Mediapart paru le 10 juin révèle que Northern Lights le projet phare de Total pour le stockage du CO2 est très loin des objectifs de stockage, et donc de réduction des émissions industrielles, annoncés.

Le site fonctionne aujourd'hui au quinzième de sa capacité de stockage car les industriels potentiellement clients ne capturent finalement que très peu leurs émissions, car cela leur coûterait trop cher.

Ce n'est pourtant pas faute de soutien : la moitié de l'investissement de ce projet, 1.6 milliards d'euros tout de même, vient de fonds publics (UE et Norvège) tout comme 80% de l'investissement du principal client du projet, un cimentier.

Les industriels veulent bien décarboner mais seulement avec l'argent des autres, et encore ! En attendant des millions de travailleurs souffrent chaque année des conséquences de leurs choix.

L'IA nourrit le réchauffement climatique

D'après un rapport de l'ONU, les centres de données liés à l'intelligence artificielle pourraient consommer autant d'eau que les 1,3 milliard de personnes vivant en Afrique subsaharienne d'ici 2030.

La consommation annuelle d'électricité pourrait, quant à elle, tripler en moins de quatre ans.

Les températures qui nous attendent cette semaine, près de 40° C, conséquence évidente du réchauffement climatique, nous montrent encore une fois que les priorités du patronat ne sont pas l'avenir de la planète mais plutôt leur soif de profits. Ce n'est certainement pas l'IA qui aura le plus besoin de bouteilles d'eau dans les prochaines décennies.

Un couvre-feu pour tacler la jeunesse

Après le maire de Clermont-Ferrand, celui de Toulouse a annoncé la mise en place de couvre-feu durant la Coupe du monde de football. Les jeunes de moins de seize ans ne seront pas autorisés à fréquenter le centre-ville entre 22 heures et 5 heures sans leurs parents. Outre les soirs de match de l'équipe de France, ce sont aussi – et surtout – ceux du Maroc et de la Tunisie qui sont concernés.

Comme lors de la victoire du PSG, c'est un carton rouge injustifié pour la jeunesse des quartiers populaires, à qui l'on demande de rester confinée sous peine d'être criminalisée.